



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### L'Afrique en marche vers le développement durable : premier bilan

*Un rapport de référence conjointement publié par les quatre institutions panafricaines (BAD, CUA, CEA et PNUD) appelle à un engagement soutenu en faveur de la réduction de la pauvreté et préconise la mise à niveau des capacités statistiques du continent en vue d'assurer les futures avancées et leur suivi*

**New York, 18 octobre 2017** — Un nouveau rapport publié ce jour à New York révèle que malgré des progrès récents, les pays africains doivent poursuivre leurs efforts pour lutter contre l'extrême pauvreté et l'inégalité de genre, et améliorer leurs capacités statistiques aux fins de mettre en œuvre et d'assurer le suivi des réalisations dans le cadre de l'Agenda 2063, le programme de développement propre à l'Afrique et des Objectifs de développement durable (ODD).

Conjointement publié par la Commission de l'Union africaine (CUA), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), la Banque africaine de développement (BAD) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le [Rapport sur le développement durable en Afrique 2017 : Suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et des objectifs de développement durable en Afrique](#), a été lancé aujourd'hui au cours d'un événement de haut niveau organisé par la Mission permanente d'observation de l'Union africaine auprès des Nations Unies à New York.

Au nombre des participants réunis à cette occasion figuraient **S.E. M. l'Ambassadeur Thomas Kwesi Quartey**, Vice-Président de la CUA ; **Mme Vera Songwe**, Secrétaire exécutive de la CEA ; **M. Abdoulaye Mar Dieye**, Administrateur assistant et Directeur du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique ; **S.E. M. Victor Harrison**, Commissaire aux Affaires économiques de la CUA ; **M. Désiré Vencatatchellum**, Directeur du département de la Mobilisation des Ressources, des Partenariats et des Financements Externes de la BAD ; et **M. Eddy Maloka**, Président-directeur général du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP).

Ce rapport de référence porte sur les avancées enregistrées au titre des six objectifs mis en avant par le FHDD 2017, à savoir l'ODD 1 (Pas de pauvreté) ; l'ODD 2 (Faim « zero ») ; l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être) ; l'ODD 5 (Égalité entre



les sexes) ; l'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure) ; et l'ODD 14 (Vie aquatique). Il présente également un compte rendu des progrès réalisés dans le cadre du développement régional de l'Afrique.

Dans son allocution d'ouverture, le Directeur du Bureau régional pour l'Afrique, Abdoulaye Mar Dieye, a déclaré : « Les progrès positifs auxquels nous assistons méritent d'être salués mais il importe d'accélérer les efforts de diversification de l'économie des pays africains en augmentant les investissements stratégiques dans l'infrastructure et l'innovation afin que le continent puisse atteindre son plein potentiel ».

### **Des progrès significatifs et des défis persistants**

Le rapport constitue la première évaluation exhaustive des progrès significatifs réalisés sur le continent depuis l'adoption de l'Agenda 2063 et des Objectifs de développement durable. Il fait ainsi état des avancées accomplies dans de nombreux domaines, qu'il s'agisse de l'accroissement de la valeur agricole en hausse de 9 points de pourcentage, de l'amélioration de la parité entre filles et garçons dans les écoles primaires et secondaires (qui reste encore insuffisante au niveau de l'enseignement supérieur), de l'augmentation de la représentation des femmes au Parlement, de la réduction de la mortalité infantile et maternelle (qui demeure toutefois très élevée par rapport aux autres régions), de la diminution de l'infection par le VIH (de l'ordre de 62 % entre 2000 et 2015) ou encore de l'extension de la couverture du réseau mobile qui a rendu possible une meilleure inclusion financière.

Fondé sur les travaux du FHDD 2017, le Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé cette année sur le thème « Éradiquer la pauvreté et promouvoir la prospérité dans un monde en mutation », le rapport attire l'attention sur des questions urgentes qui doivent être abordées pour que l'Afrique puisse atteindre pleinement son potentiel.

Plus précisément, les auteurs rappellent qu'en Afrique subsaharienne, la valeur agricole ne représente que 62 % de la moyenne mondiale, que seules 5 % des terres agricoles sont irriguées (contre 41 % en Asie et 21 % à l'échelle mondiale) et que certaines pratiques traditionnelles néfastes, telles que les mariages d'enfants et les mutilations génitales féminines y sont encore très répandues.

S'exprimant sur l'impératif de tirer parti du potentiel de la jeunesse africaine, le Vice-président de la CUA, Thomas Kwesi Quartey, a déclaré: « Pour récolter des dividendes, il faut commencer par investir. C'est pour cette raison que la CUA a adopté pour devise : l'éducation, l'éducation et encore l'éducation ! »

Par ailleurs, le rapport déplore le nombre élevé de décès liés à la circulation routière dans la région, où le taux de mortalité routière de 26,6 % dépasse de loin la moyenne mondiale établie à 17,4 % en 2013. Il dénonce également les



infrastructures insuffisamment développées ainsi que le sous-investissement dans la recherche et le développement qui représente moins de 0,5 % du PIB contre 2 % au plan mondial. Enfin, il met en garde contre la prévalence des pratiques de pêche non réglementées et destructrices dans les 38 États côtiers, qui pourraient sérieusement entraver la réalisation du programme de développement durable.

### Un appel pour exploiter la révolution des données et mettre à niveau les capacités statistiques du continent

S'appuyant sur les données harmonisées les plus récentes ainsi que sur un large éventail de sources, dont l'Organisation internationale du Travail, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, la Division statistique des Nations Unies et les indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale, le *Rapport sur le développement durable en Afrique 2017* repose sur les conclusions des précédents ouvrages publiés dans ce domaine et notamment le [Rapport de transition 2016 OMD-Agenda 2063/ODD](#).

Le rapport couvre tous les pays pour lesquels des données pertinentes sont disponibles et aborde l'insuffisance des capacités en matière de collecte des données à l'échelle du continent au regard de l'importance capitale de celles-ci dans la formulation de politiques fondées sur les faits et le suivi des résultats obtenus à la fois au titre des 20 objectifs de l'Agenda 2063 et des 17 objectifs et 169 cibles liés au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

« Sur les dix indicateurs des objectifs de développement durable, six ne peuvent être suivis en Afrique du fait d'un manque important de données. Par conséquent, il est impératif que nous renforçons notre écosystème de données non seulement pour les besoins du suivi des performances, mais aussi pour élaborer des politiques en connaissance de cause », a indiqué Vera Songwe, Secrétaire exécutive de la CEA.

Selon le rapport, il serait nécessaire de mobiliser 1 milliard de dollars par an pour permettre aux 77 pays dont les revenus sont parmi les plus bas au monde de se doter d'un système statistique robuste et fiable, capable de mesurer et de soutenir les progrès accomplis dans l'atteinte des ODD.

« La demande croissante en données et en statistiques imposée par le Programme 2030 et l'Agenda 2063 offre à l'Afrique l'opportunité d'engager sa révolution en matière de données et d'améliorer ses capacités statistiques dans tous les domaines », disent en conclusion les auteurs du rapport.

**Pour toute demande de renseignement par les médias ou pour obtenir un exemplaire du rapport, veuillez contacter :**

BAD (Abidjan) : [Olivia Ndong Obiang](#), +225 75 75 02 15  
CUA (Addis-Abeba) : [Selamawit Mussie](#), + 251 11 551 77 00  
CEA (Addis-Abeba) : [Mercy Wambui](#), +251 92 10 14 767  
PNUD (New York) : [Lamine Bal](#), +1 212 906 5937



Au service  
des peuples  
et des nations

Suivez-nous sur Twitter : @\_AfricanUnion, @ECA\_OFFICIAL, @AfDB\_Group, @UNDPAfrica, @UNDP, @PNUDfr  
Hashtags : #AfricaDevGoals, #Agenda2030, #Agenda2063, #SDGs

\*\*\*\*\*

**À propos de la Commission économique pour l'Afrique :** La Commission est le Secrétariat de l'Union, chargée des fonctions exécutives. Elle regroupe dix (10) fonctionnaires : un président, un vice-président ainsi que huit (8) commissaires et membres du personnel. Cette structure représente l'Union et veille à ses intérêts sous les auspices de l'Assemblée des Chefs d'État et de Gouvernement et du Comité Exécutif. La Commission de l'UA est composée des portefeuilles suivants : Paix et sécurité, Affaires politiques, Commerce et industrie, Infrastructure et énergie, Affaires sociales, Économie rurale et agriculture, Ressources humaines, sciences et technologie et Affaires économiques. Pour de plus amples informations : <https://au.int/fr>

**À propos de la CEA :** Créée en 1958, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, dont le siège est à Addis-Abeba en Éthiopie, a pour mandat d'appuyer le développement économique et social de ses États membres, d'encourager l'intégration régionale et de promouvoir la coopération internationale pour le développement de l'Afrique. Pour de plus amples informations : <https://www.uneca.org/fr>

**À propos du Groupe de la Banque africaine de développement :** Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) est la première institution de financement du développement en Afrique. Il comprend trois entités distinctes : la Banque africaine de développement (BAD), le Fonds africain de développement (FAD) et le Fonds spécial du Nigéria (FSN). Présente sur le terrain dans 34 pays africains et disposant d'un bureau de représentation au Japon, la BAD contribue au développement économique et au progrès social de ses 54 États-membres en Afrique. Pour de plus amples informations : <http://www.afdb.org/fr>

**À propos du PNUD :** Le PNUD forge des partenariats à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations résilientes, afin de mener à bien une croissance qui améliore la qualité de vie de chacun. Présents dans 170 pays et territoires, nous offrons une perspective mondiale et des connaissances locales au service des peuples et des nations. Pour de plus amples informations : <http://www.undp.org/content/undp/fr/home.html>